



La VAGUE - Podcast Résumé 1

Financez ce qui fonctionne : financer des organisations de base communautaire travaillant pour les droits des femmes permet d'obtenir une réponse au VIH efficace, éthique et soutenable

Introduction

La VAGUE est une série de podcasts créée par et pour les femmes que vivent avec le VIH dans le monde entier, elles parlent de la santé sexuelle et reproductive, et de leurs droits. Ceci est le premier volume d'une série de quatre résumés basés sur cette série.

1. À propos de ce résumé

Dans ce résumé, nous nous centrons sur les défis existant autour de la question du financement des organisations travaillant pour les droits des femmes. La raison pour laquelle Longret Kwardem, membre de l'organisation 4M Mentor Mothers Network, est citée de nombreuses fois tout au long de ce résumé, est qu'elle a décidé d'en parler tout particulièrement pour l'épisode 12 de La VAGUE. Toutefois, la question du financement a été évoquée par de nombreuses contributrices dans tous les épisodes, sans exception, car il s'agit d'un motif d'inquiétude constant et chronique qui grève leurs ressources mentales. Leurs expériences se font l'écho de nombreux projets de recherche autour du financement des efforts sur les droits des femmes, y compris une étude conduite pour ONU Femmes sur le financement pour obtenir l'égalité dans la réponse au VIH (Nilo, 2019)¹, dont le thème principal est bien illustré dans la préface de l'étude :

« Malgré l'existence de politiques et de cadres de travail dédiés à l'égalité entre les genres et l'émancipation des femmes, lorsqu'il s'agit de la réponse au VIH et au sida, on constate une augmentation de « bonnes paroles » et de discours rhétoriques autour de la question de la responsabilité ». Alessandro Nilo¹

¹ Financing Women's Organizations & Mobilization for Gender Equality: One of the Keys to Ending AIDS. Nilo, A. Document de travail pour la rencontre du groupe d'experts et expertes sur le financement pour l'égalité de genres dans la réponse au VIH / ONU Femmes ; 2019 (disponible prochainement)

2. Message clé : le financement représente un défi énorme pour les réseaux et les organisations de femmes qui vivent avec le VIH

Le financement des questions concernant les femmes qui vivent avec le VIH est un élément essentiel pour le succès de la mise en place des Lignes directrices de l'OMS sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes vivant avec le VIH (OMS, 2017²). Ce point est reconnu dans la liste de vérification pour l'implication de la communauté (OMS, 2019³), où il est demandé aux principaux bailleurs de fonds de « soutenir les organisations et les réseaux de femmes qui vivent avec le VIH, en particulier les populations les plus affectées, qui luttent pour avoir accès au financement pour soutenir les importants efforts qu'elles mettent en place ».

Pourtant, les expériences des femmes qui ont participé à La VAGUE montrent bien que la question du financement représente un défi de taille pour les organisations de femmes et de jeunes filles qui vivent avec le VIH. Dans tous les épisodes de la première série, les femmes parlent de l'importance de financer les coopératives et les organisations de femmes et de jeunes filles vivant avec le VIH, et l'impact du manque actuel de financement sur leurs efforts.

« Pour dire la vérité, la question du financement est énormément frustrante pour nous. Chaque année, nous passons des heures à présenter des propositions de financement, chaque année c'est une vraie lutte, et à la fin nous recevons juste assez de fonds pour couvrir nos besoins élémentaires. » (Longret Kwardem, Royaume-Uni)

Des contributrices de pays aussi variés que l'Argentine, le Cameroun, le Kenya, Puerto Rico, l'Espagne, l'Ouganda, le Royaume-Uni ou le Zimbabwe, soulignent le manque actuel de financement pour les organisations et les réseaux de personnes qui vivent avec le VIH et les groupes de pairs, ainsi que l'information sur les traitements et les activités de plaidoyer auxquelles elles participent.

« Dans notre contexte, les financements sont rares, les financements sont comme des larmes de chiens, on n'en trouve même pas. Donc il est important de nous donner assez de financement. Le cri de notre cœur c'est que si véritablement on peut mettre à la disposition

² Organisation mondiale de la Santé, 2017. Ligne directrice unifiée sur la santé et les droits des femmes vivant avec le VIH en matière sexuelle et reproductive.

<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/260444/WHO-RHR-17.03-fre.pdf?sequence=1>

³ OMS, 2019. Translating Community Research Into Global Policy Reform For National Action: A Checklist For Community Engagement To Implement The WHO Consolidated Guideline On The Sexual And Reproductive Health And Rights Of Women Living With HIV. <https://www.who.int/reproductivehealth/publications/srhr-women-hiv-implementation/en/>

de ces femmes des financements pour leur permettre de faire ce qu'elles veulent faire. »
(Francine Nganhale, Cameroun)

Les contributrices à La VAGUE décrivent comment leurs organisations et elles-mêmes sont affectées par le « cycle de privation » de fonds⁴. Cette expression fait référence à la manière dont les bailleurs de fonds favorisent les subventions à court terme, basées sur des projets concrets, sans prendre en compte les frais indirects ni les coûts fixes, ou trop peu. Les organisations de la société civile dépendent souvent d'une, ou de deux sources de financement. Elles se sentent souvent pressées de justifier leurs dépenses avant de pouvoir présenter la demande suivante (quand encore la possibilité de renouveler la demande existe), ce qui les oblige à se soumettre à des exigences irréalistes les forçant à en arriver à un déficit de financement pendant un certain temps. Elles ont tendance à sous-estimer des aspects tels que les frais indirects et les frais relatifs au personnel, aux équipements, à la formation, à la présentation et la justification de subventions, et il leur arrive aussi de sous-estimer les coûts, ce qui nourrit encore plus les attentes irréalistes des bailleurs de fonds à proposer de ce que cela coûte vraiment de faire fonctionner une organisation. Le manque de continuité du financement ne fait qu'empirer la situation.

« Les fonds que nous avons reçus jusqu'à présent correspondent à des projets, et en général il faut renouveler la demande tous les ans, ce qui signifie que, tous les ans, nous présentons une nouvelle demande de financement, ce qui pour nous est un défi. Parce que s'agissant de projets, nous ne recevons pas de financement de base garantissant notre survie. » **(Longret Kwardem, Royaume-Uni)**

Les contributrices à La VAGUE soulignent les aspects suivants concernant le financement :

2.1 Les bailleurs de fonds favorisent généralement les grandes organisations, mais devraient garantir la provision de plus de fonds aux organisations plus petites de base communautaire

Les femmes qui ont participé à La VAGUE parlent de la croyance de nombreux bailleurs de fonds selon laquelle les organisations formelles et structurées peuvent utiliser de façon plus efficace et justifier les fonds plus facilement que les organisations de base communautaire plus petites. Pourtant, ce sont bien ces dernières qui sont souvent plus représentatives, et mieux connectées avec les femmes, les jeunes personnes et les autres communautés vivant avec ou affectées par le VIH. Les contributrices soulignent les défis structurels et sociaux auxquels leurs organisations doivent faire face, y compris les inégalités de genres, l'âge, et les autres aspects relatifs à l'identité.

« Il existe une certaine idée reposant sur un concept hiérarchique, selon laquelle si un groupe dispose d'une structure plus crédible, il est plus facile pour ce groupe de recevoir des fonds. Ici entre en scène la question de qui a accès à et dispose des privilèges suffisants pour formaliser leur structure. Certains aspects tels que l'âge, le genre, la sexualité peuvent limiter

⁴ Salway, M. and Walker, E. 2015. Preventing death by starvation. Charity Finance, June 2015.
https://www.cass.city.ac.uk/__data/assets/pdf_file/0016/344113/Charity-Finance-Preventing-death-by-starvation-Salway-and-Walker-June-2015.pdf

la capacité d'un groupe à formaliser sa structure. Qu'un groupe soit formel ou informel ne devrait pas constituer l'élément le plus important pour évaluer sa crédibilité et sa capacité à avoir un impact. C'est aussi la responsabilité des organisations du VIH, celles dont la structure est considérable et bien établie, de se pencher plus sur le travail de base communautaire et soutenir la capacité des organisations dirigées par les femmes, justement parce que ces dernières font face à des obstacles structurels pour obtenir des fonds. » (Bakita Kasadha, Royaume-Uni)

Souvent, les organisations mondiales, par exemple les organisations pour le développement international ou les ONG, sont financées par les bailleurs de fonds pour administrer des fonds destinés à soutenir les organisations et les efforts régionaux et nationaux. Toutefois, seule une moindre proportion de ce financement n'atteint vraiment les organisations régionales ou nationales. Cette architecture qui favorise « l'administration de fonds » répercute de façon nuisible contre les efforts destinées aux femmes et au VIH, limitant souvent leur expansion et leur évolution.

« Je crois que nous pouvons très bien gérer les fonds au sein de nos régions, conduire nos propres études, produire nos propres rapports avec nos réseaux régionaux et nos cultures régionales. Je pense donc qu'il faut détruire la logique des études mondiales, du financement global, et, en particulier, lorsque nous parlons de bailleurs de fonds du nord qui financent le sud, étant donné que c'est vraiment de la colonisation. De plus, il arrive souvent que les organisations du sud qui sous-traitent le travail ne bénéficient pas de la reconnaissance politique ou économique qu'elles méritent. » (Mariana Iacono, Argentine)

La recherche de fonds comporte un coût, et les organisations de femmes qui vivent avec le VIH qui ne sont pas financées ou sous-financées, investissent de façon volontaire leur temps pour préparer des demandes de subventions.

« Nous n'avons pas de fonds pour la recherche de financement, et pourtant cela prend du temps. Et il arrive souvent soit que nous présentons une demande qui n'est pas assez satisfaisante, soit que nous devons demander à des personnes de faire du travail bénévole afin de nous aider à rechercher des fonds, pour que les bailleurs de fonds décident finalement de donner les fonds à des grandes organisations ayant moins d'expertise (spécifique) que nous. C'est vraiment frustrant. » (Longret Kwardem, Royaume-Uni)

Pour les organisations de base communautaire de petite taille, il est extrêmement important que les opportunités et les instructions pour la demande de financement soient transparentes et faciles à comprendre, et que ces instructions établissent de façon claire les attentes des bailleurs de fonds et le type de terminologie qu'ils souhaitent voir dans les demandes. Les bailleurs de fonds et d'autres acteurs devraient réduire la bureaucratie relative à la présentation de demandes de financement (en particulier lorsqu'il s'agit de demander plus qu'un financement initial), et soutenir la capacité des organisations de base communautaire pour la recherche de fonds. Mais ceux-ci ne sont pas les seuls aspects qui nous font reculer. En général, le financement initial concerne uniquement les activités relatives à un projet, et couvre de façon très peu fréquente les coûts fixes, et faire le saut entre une demande de financement initial et le financement d'un projet plus important devient souvent un obstacle important.

« C'est pour cela que ça me fait peur de demander un financement plus important car je sens que je ne l'obtiendrai pas car je travaille directement avec les bénéficiaires. Quand j'obtiens de l'argent, je vais voir mes chères dames et je leur dis qu'on va faire ceci et cela, et voilà. Pour employer des experts comptables, il faut avoir une grande organisation, et je ne peux pas me le permettre. Presque toutes celles qui travaillent sur le terrain sont enregistrées dans une organisation, mais elles n'ont pas tous ces documents, ni un plan de travail, elles ne savent même pas écrire, mais elle s'entre-aident. C'est ça qu'il faut qu'on sache. Les grandes organisations qui ont tout cela, elles peuvent arriver à obtenir ce financement. Les dames qui travaillent sur le terrain, elles se connaissent, elles communiquent entre elles, elles sont disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, elles ne ferment jamais leurs portes, elles s'entre-aident. Ceci est très important, vraiment très important. » (Resty Nalwanga, Ouganda)

2.2 Les bailleurs de fonds et les organisations qui administrent ces fonds devraient donner leur soutien au type d'activités auxquelles les femmes qui vivent avec le VIH donnent priorité, et les manières selon lesquelles les femmes décident de s'organiser

Les contributrices à La VAGUE parlent souvent du type de travail qu'elles considèrent fondamental en tant que femmes vivant avec le VIH. Et pourtant, elles ont vu comment leur financement avait été réduit, ou comment on ne les considère pas éligibles pour recevoir des fonds, malgré le fait qu'elles répondent de façon directe aux priorités des femmes qui vivent avec le VIH.

« C'est important que nous ayons des financeurs qui nous écoutent quand nous disons quelles sont nos priorités. Parce que nous parlons de ce que nous voulons, et après nous allons chercher des fonds pour faire le travail, et ce n'est pas ce que les bailleurs de fonds veulent financer. » (Longret Kwardem, Royaume-Uni)

À l'échelle mondiale, le financement pour les organisations pour les droits des femmes, en particulier celles qui travaillent sur le terrain, est très rare⁵, et les expériences des contributrices sur La VAGUE l'illustrent bien.

« Je dirais que toutes les questions concernant le financement et les services devraient être abordées en appliquant les principes de l'équité entre les genres. Si ce n'est pas le cas, c'est vraiment facile pour les femmes de ne finalement rien obtenir à cause de l'inégalité entre les genres. Par défaut, nous finissons toujours par recevoir moins que ce dont nous avons besoin. Quel pourcentage de fonds arrive vraiment aux femmes ? Un pourcentage très bas. » (Longret Kwardem, Royaume-Uni)

Dans certains cas, les fonds pour financer du travail ayant montré de bons résultats, diminuent lorsque les fonds disponibles diminuent aussi. Depuis l'Espagne, MariJo Vázquez nous explique comment une chute des financements a entraîné une réduction de l'ampleur

⁵ Association of Women in Development (AWID), 2019. Toward a feminist funding ecosystem. https://www.awid.org/sites/default/les/atoms/les/awid_funding_ecosystem_2019_nal_eng.pdf

d'un programme de formation très réussi, mené par des femmes vivant avec le VIH, et qui jusqu'alors avait permis à un groupe d'étudiants et d'étudiantes en infirmerie de mieux comprendre l'importance des soins non discriminatoires centrés sur les patientes.

Parfois des régions entières vivent de vrais défis, comme c'est le cas de l'Amérique latine, où une réduction drastique du financement de la part des bailleurs de fonds a eu lieu lorsque certains pays ont été classés comme pays à revenu faible et intermédiaire. Comme nous le raconte Mariana Iacono en Argentine, ceci ne prend pas en compte les défis politiques et les inégalités économiques colossales que vit la région, et leur impact disproportionné sur les femmes et les jeunes filles. Ceci a un impact considérable sur le travail des réseaux régionaux et nationaux de femmes vivant avec le VIH (ICW) dans toute l'Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que dans certains pays comme en Argentine.

Dans d'autres cas, cela peut être dû au fait que le travail n'est pas visible pour les autres, de par sa propre nature, et parce qu'il est effectué par et pour des femmes vivant avec le VIH. Ceci peut conduire à ce que ce travail soit dévalorisé, et peut paraître menaçant pour les professionnels de la santé ou d'autres professionnels n'ayant jamais connu le potentiel du soutien entre pairs dans toute leur vie. Il se peut que le travail ne soit donc pas considéré comme éligible aux yeux des décideurs politiques et des bailleurs de fonds, qui risquent souvent de douter de son possible impact.

« C'est triste, mais nous ne recevons pas assez de fonds pour ce travail. Les gens pensent que le théâtre, ça ne vaut rien, et ça n'a pas d'impact. Mais ils ont tort. »

(Rahayu Rahmat, Malaisie)

Les contributrices souhaiteraient que les bailleurs de fonds et les organisations qui administrent ces fonds reconnaissent l'importance des différents types d'initiatives. Les ateliers participatifs sur la sexualité et le plaisir sexuel conduits à Puerto Rico par et pour les femmes vivant avec le VIH, sont l'une d'entre elles.

« Je pense que ce serait bien de pouvoir financer des initiatives différentes, menées par des femmes vivant avec le VIH, qui connaissent mieux que personne quels sont les besoins et leurs implications. Des formes de travailler pas aussi bureaucratiques. Je pense qu'il serait important de chercher d'autres moyens de financer les initiatives qui travaillent sur le terrain avec tellement d'art. Je pense que ces initiatives ont été importantes et transformatrices pour les femmes. Elles sont centrées sur et pensées par des femmes pour des femmes vivant avec le VIH, sur la base d'évidences générées par les femmes. »

(L'Orangelis Thomas, Puerto Rico)

De nombreuses contributrices travaillent en tant que volontaires avec des pairs au sein de la communauté. Toutes souhaitent que leur travail bénéficie de plus de ressources et de soutien, et qu'il soit reconnu. Toutefois, toutes ne travaillent pas, et toutes ne souhaitent pas travailler, au sein d'une structure formelle pour que cela soit possible. Et quand bien même elles font partie d'une organisation de femmes vivant avec le VIH, celle-ci ne dispose pas toujours d'une comptabilité dûment vérifiée, ni d'une structure formelle. Et toutes les organisations ni tous les réseaux de femmes de base communautaire, ne souhaitent pas travailler au sein d'une organisation professionnelle, formelle et structurée, avec tout ce que

cela représente. Pourtant, cela signifie que, même lorsque ces femmes, leurs réseaux et leurs organisations font un très bon travail avec les personnes dans des endroits où d'autres organisations ne peuvent pas aller, ou d'une façon qui ne peut pas être égalée par d'autres organisations, leur degré de responsabilité ou leur structure ne sont pas reconnus comme suffisamment familiers pour les bailleurs de fonds, ou même nécessaires, pour recevoir leur soutien, ou pour être impliquées par les organisations qui administrent les fonds selon leurs propres termes.

2.3 La provision de ressources et de soutien devrait être priorisée pour le travail relatif au plaidoyer, à l'organisation et au soutien entre pairs, des femmes vivant avec le VIH

Les contributrices n'ont aucun doute concernant le fait que le travail qu'elles effectuent est une priorité pour les femmes vivant avec le VIH et devrait être reconnu comme tel ; et que leur passion et leur énergie devraient être reconnues comme une partie essentielle de la réponse mondiale autour du VIH. Le type de travail qu'elles effectuent n'est souvent pas réalisé par d'autres types d'organisations.

« Je fais tout cela parce que j'y crois, parce que je pense que c'est important, et parce que personne d'autre ne le fait ici. Je ne suis pas une organisation, c'est moi et c'est tout. Il n'y a pas beaucoup de financement, et si nous avons des fonds c'est pour donner des rafraîchissements, plus de matériel artistique, ou parfois nous achetons des spéculums ou des coupes menstruelles pour toutes les participantes. Mais la plupart du temps, je le fais avec ce que j'ai. » (L'Orangelis Thomas, Puerto Rico)

« Beaucoup d'entre nous dirigent ces organisations parce que c'est notre passion, et parce que ça fait partie de nos besoins et nous savons combien c'est important pour notre qualité de vie. Nous les avons lancées parce que c'est notre priorité, et cela fait partie des choses dont nous avons besoin pour bien vivre. [...] Il y a des fonds mais les bailleurs de fonds ne veulent pas nous donner de financement parce que nos priorités ne sont pas les leurs. Et c'est comme ça parce qu'ils assument que nous sommes des volontaires et que nous continuerons à travailler comme des volontaires, mais ce n'est pas soutenable. » (Longret Kwardem, Royaume-Uni)

Lorsque les fonds sont rares, ou non disponibles, les contributrices commentent qu'elles font ce qu'elles peuvent avec ce qu'elles ont.

En Argentine, la branche nationale de la Communauté de femmes vivant avec le VIH a réussi à mobiliser les femmes vivant avec le VIH avec très peu de fonds.

« Cela nous a pris deux années entières pour revivifier la branche nationale en Argentine, qui avait interrompu son activité et n'était pas très active. [...] Nous avons organisé des activités dans tout le pays, depuis le nord, dans la province de Jujuy, jusqu'à la Patagonie, en passant le centre et Santiago del Este, avec nos propres moyens et très peu de fonds. Nous avons réussi à organiser des activités de renforcement de compétences, des assemblées, des ateliers de formation pour les femmes vivant avec le VIH, et aussi pour d'autres personnes, pas seulement des femmes vivant avec le VIH. Nous avons également fait le suivi de toute la question à l'échelle nationale avec le gouvernement. » (Mariana Iacono, Argentine)

La VAGUE, la chaîne des Femmes vivant avec le VIH, des activistes, pleines de connaissance, qui font entendre leur voix @ Salamander Trust 2020

Au Royaume-Uni, 4M Mentor Mothers a utilisé les technologies quand le financement n'était pas suffisant pour organiser des réunions en face-à-face.

« Nous sommes un réseau opérant dans tout le Royaume-Uni. Les femmes souhaiteraient se retrouver de façon régulière, mais nous n'avons pas les fonds suffisants pour organiser des rencontres. Le groupe sur WhatsApp devait représenter un moyen plus économique de nous assurer que nous nous « retrouvons » fréquemment. » **(Longret Kwardem, Royaume-Uni)**

Des contributrices dans plusieurs pays décrivent plusieurs manières leur permettant d'autofinancer leur travail. Dans le cas de certaines d'entre elles, ce sont leurs organisations opérant sur le terrain, comme c'est le cas pour Positive Young Women Voices au Kenya et Tendo's World en Ouganda, qui rassemblent des fonds par le moyen d'activités rémunératrices telles que l'artisanat ou la fabrication et la vente de serviettes hygiéniques réutilisables. En Malaisie, Rahayu Rahmat a écrit un livre sur sa vie, intitulé « Fais attention à cette femme : mon voyage vers la liberté ». Les bénéfices provenant de la vente du livre ont aidé à financer son travail en tant que fondatrice de Sinar Sofia, une organisation qui fournit refuge et soutien pour les femmes vivant avec le VIH, les travailleuses sexuelles et les usagères de drogues. Elle ne reçoit aucune rémunération pour effectuer ce travail.

« En 2017, nous avons monté notre propre refuge, vraiment très petit, très simple, en utilisant nos propres fonds, pour loger ces femmes. Je veux seulement m'assurer qu'elles ont un endroit sauf où rester. Personne ne me donne rien. Parfois je lance une demande de financement participatif, afin de maintenir et soutenir ce projet, et puis j'ai aussi écrit mon propre livre, et tout ce que j'obtiens de mon livre, je l'utilise pour maintenir notre refuge. » **(Rahayu Rahmat, Malaisie)**

2.4 Les priorités actuelles de financement ont un effet de « burn-out » sur les activistes, et cette question doit être abordée

De nombreuses contributrices expliquent qu'elles financent elles-mêmes leur travail de base communautaire en trouvant un emploi rémunéré à temps plein pour gagner ces fonds. Étant donné les inégalités entre les genres, ainsi que l'inégalité de revenus salariaux entre les hommes et les femmes, il s'agit souvent de travail sous-payé, qui reflètent les exigences liées au genre concernant les responsabilités non payées autour des soins. Le temps libre est utilisé pour leurs activités de plaidoyer et d'organisation, et leur travail de soutien entre pairs. Trouver un équilibre entre le travail de base communautaire non payé, le soutien entre pair et les activités de plaidoyer, et le besoin de garantir un revenu, est un défi fréquent.

« Beaucoup d'entre nous travaillons à 4M Mentor Mother principalement de façon volontaire. Je travaille à plein temps dans le domaine de la santé mentale, parce que j'ai des factures à payer. Et je travaille avec 4M Mentor Mother en plus de cela. Je me bats avec le temps car je dois avant tout faire mon travail payé, parce que je dois payer mes factures. » **(Longret Kwardem, Royaume-Uni)**

Ceci risque souvent de provoquer un effet de « burn-out » chez les femmes, ce qui s'aggrave lorsque le soutien entre pairs qui pourrait donner un élan d'énergie aux activistes, n'est pas valorisé ni financé.

« [Obtenir un travail payé] peut produire un authentique effet de « burn-out » parce qu'il s'agit alors d'avoir deux boulots à temps complet. C'est comme ça, sauf qu'il y en a un qui n'est pas rémunéré, et celui qui l'est vous permettra de survivre si vous avez de la chance. [...] Le soutien entre pairs, l'information sur les traitements et le plaidoyer restent vraiment très pertinents, et pourtant on dirait que cela n'est plus intéressant et que personne ne veut donner soutien à ce travail, et puis quand les activistes expérimentent un « burn-out », que se passe-t-il ? Et bien tout le monde vous dit de bien prendre soin de vous, mais comment on peut prendre soin de soi quand tout le monde sait que vous êtes activiste. Vous êtes de garde 24 heures sur 24 tous les jours. Je sais que tout le monde ne gère pas cet épuisement de la même manière, mais cela aide vraiment de se retrouver avec d'autres personnes, de se mettre à jour, de faire quelque chose ensemble pour retrouver l'énergie nécessaire pour réintégrer le système et continuer avec le plaidoyer et l'activisme. » (Martha Tholanah, Zimbabwe)

2.5 Les modèles actuels de financement limitent aussi la participation des femmes et leur implication dans les activités de plaidoyer, le travail d'organisation et le soutien entre pairs

Les femmes décrivent combien il est difficile de conjuguer le travail de plaidoyer et le travail de base communautaire avec un travail à plein temps rémunéré lorsque le financement pour les activités supplémentaires est pratiquement inexistant. Pour certaines femmes, l'implication dans le soutien entre pairs, qui aide leur développement personnel et professionnel et fait augmenter leur confiance en soi, leur permet de retrouver une place dans le monde du travail rémunéré. Toutefois, ceci affecte parfois la qualité du travail de soutien entre pairs qu'elles sont alors capables d'effectuer.

« Il y a beaucoup de femmes qui deviennent volontaires pour le mentorat, et peut-être qu'elles ne travaillaient pas quand elles ont commencé, mais alors elles commencent à travailler et tout devient compliqué, pas parce qu'elles ne veulent plus le faire, mais parce qu'elles ont un travail à plein temps. Même si elles souhaitent faire partie du groupe, elles n'ont plus trop le temps de s'impliquer à nos côtés. Beaucoup d'entre elles disent que ce serait bien si on pouvait obtenir le financement nécessaire pour continuer à les employer pour faire ce travail de mentorat, parce qu'il s'agit vraiment d'un boulot. Nous sommes volontaires, mais cela requiert beaucoup d'expertise. » (Longret Kwardem, Royaume-Uni)

Chez d'autres femmes, cela limite leur capacité à faire leur travail de plaidoyer de façon efficace, et à se tenir informées des principales discussions permettant d'influencer les priorités nationales. Il devient alors très difficile pour elles de représenter de façon satisfaisante leurs différents groupes, ou de créer des processus de consultation et de retour d'information permettant de contribuer à récolter des indices importants ou d'influencer les politiques et les débats.

« En ce moment, il est important pour toutes d'essayer d'être connectées avec la communauté, de continuer à donner ce soutien, tout en acceptant un autre travail, lorsque

cela est possible, grâce auquel vous pouvez gagner un peu d'argent qui vous permettra de vous nourrir. Mais la question alors, c'est combien de temps êtes-vous capable de réserver pour le travail non rémunéré permettant de se tenir informées des dernières nouvelles, des nouvelles preuves qui sont générées, des nouvelles tendances, des nouvelles directrices, des nouvelles informations, des nouvelles bonnes pratiques, qui proviennent de l'extérieur. Comment rester informées de façon constante ? Et je me rends compte qu'au Zimbabwe, nous sommes vraiment passionnées, mais sans soutien financier et matériel, et nous n'avons même plus de système nous permettant d'organiser des séances entre nous, et de nous tenir informées entre activistes et rester bien à jour concernant les dernières tendances. »

(Martha Tholanah, Zimbabwe)

Quand le besoin des femmes de commencer un travail rémunéré diminue leur capacité à s'impliquer dans leur travail non rémunéré de plaidoyer, leur absence est souvent utilisée pour saboter un programme beaucoup plus ample autour de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes vivant avec le VIH.

« De nombreuses femmes qui sont membres du réseau de ICW, par exemple, doivent travailler pendant la journée, de 8 heures du matin à 8 heures du soir. Cela veut dire qu'elles doivent souvent manquer de nombreuses activités autour du Congrès national, du Fonds des Nations unies pour la population, de l'ONUSIDA, ou d'autres organisations, à cause de leur boulot. Beaucoup d'entre elles travaillent pour un salaire journalier. Et après on entend dire que les membres d'ICW sont absentes aux réunions ou bien qu'elles disent bien qu'elles s'impliquent, mais qu'on ne les voit nulle part. » **(Mariana Iacono, Argentine)**

2.6 Le financement devrait être disponible pour permettre aux femmes vivant avec le VIH de faire un travail qui marque une différence pour elles

Les contributrices décrivent le soutien sans failles qu'elles donnent aux femmes et aux jeunes filles vivant avec le VIH dans tous les aspects de leur existence. En particulier, elles offrent un soutien entre pairs, et un soutien autour des aspects de la vie des femmes et des jeunes filles concernant l'économie, la santé mentale et physique, la santé sexuelle et reproductive, le logement et le refuge. Grâce à leur activisme, certaines de ces femmes ont pu faire changer les politiques et les pratiques ayant des conséquences importantes sur la vie des personnes vivant avec le VIH, par exemple la levée de l'interdiction d'utiliser le dolutégravir (DGT) au Kenya, comme l'explique Lucy Wanjiku Njenga de l'organisation Positive Young Women Voices.

Pour sa part, Resty Nalwanga, en Ouganda, décrit les possibilités qu'une subvention de 1 500 dollars (USD) lui a offert, et l'importance d'avoir bénéficié de conditions simples pour effectuer la demande.

« Si nous recevons des fonds, les personnes vont survivre, les personnes vont faire des choses, les personnes vont poursuivre leur passion et leurs rêves, et elles vont sentir qu'on prend soin d'elles. » **(Resty Nalwanga, Ouganda)**

Au Cameroun, Francine Nghanhale raconte que le soutien donné aux associations de femmes encourage les femmes à se retrouver et partager leurs expériences, à se donner soutien les

unes aux autres, et à apprendre à vivre sans avoir peur. Elle insiste sur l'importance de construire une plateforme soutenue par la Communauté internationale de femmes vivant avec le VIH dans la région centre-africaine.

Investir des fonds pour les femmes et les jeunes filles doit avoir un caractère plus que symbolique. Pourtant, les contributrices de La VAGUE posent encore la même question qu'en 2011 (Salamander Trust⁶) :

- Comment se fait-il que les femmes vivant avec le VIH continuent à mendier les moindres miettes qui restent des fonds occasionnels pour notre travail de plaidoyer ?
- Pourquoi devons-nous continuer à nous battre pour faire entendre nos voix là où les décisions qui affectent nos vies de façon si importante sont prises ?
- Comment se fait-il que les organisations internationales nous excluent de façon systématique alors qu'elles se vantent de prioriser nos droits et nos besoins en tant que femmes et jeunes filles vivant avec le VIH et qu'elles promettent de nous impliquer de façon significative dans la prise de décisions qui affectent nos vies ?
- Pourquoi n'avons-nous pas accès aux fonds qui permettent de soutenir nos réseaux d'auto-développement et de justice sociale ?

3. Les contributrices à La VAGUE réclament les solutions suivantes :

Bailleurs de fonds et organisations internationales :

- **Veillez bien écouter les femmes⁶**, et revoir l'efficacité de vos stratégies de financement, explorer des approches permettant de redistribuer les fonds (par exemple, les revenus minimums garantis⁷, le transfert d'espèces, ou d'autres approches de redistribution) pour que les femmes vivant avec le VIH continuent à effectuer leur indispensable travail de soutien entre pairs, leur travail de base communautaire et de plaidoyer ; et investissez pour les priorités des femmes et des jeunes filles vivant avec le VIH.
- **Faites en sorte qu'il y ait plus de fonds** pour les organisations travaillant sur le terrain et les organisations de femmes vivant avec le VIH de base communautaire.
- **Reconnaissez** que de nombreuses organisations de femmes ne peuvent pas faire face à certaines conditions, par exemple celle qui exige que l'organisation existe depuis

⁶ Salamander Trust, 2011. Put your money where your mouth is: Invest in women and girls living with HIV. 2011 – time for change! https://salamandertrust.net/wp-content/uploads/2019/02/ICW_WECARE_Policy-brief_ENG_July2011.pdf

⁷ Ruckert, A., Huynh, C. and Labonté, R., 2018. Reducing health inequities: is universal basic income the way forward?. *Journal of Public Health*, 40(1), pp.3-7. <https://academic.oup.com/jpubhealth/article/40/1/3/2966187>

plus de trois ans, ou dispose de comptes vérifiés, ou encore avoir un compte en banque (beaucoup d'organisations éprouvent de grandes difficultés à ouvrir un compte en banque dû à certaines restrictions), pour pouvoir présenter une demande de financement. Travaillez avec les organisations de femmes pour vous assurer qu'elles puissent avoir accès à un financement qui répond à leur besoin.

- **Mettez en place une approche graduelle** pour le financement, afin de répondre à la brèche actuelle entre les petites sommes d'argent disponibles pour les organisations travaillant sur le terrain et les subventions bien plus importantes auxquelles ont accès les organisations formelles, plus larges et bien établies.
- **Financez ce que nous souhaitons prioriser** : ceci requiert que l'impact des activités participatives menées par la communauté, comme le soutien entre pairs, le théâtre et les approches de base artistique, soit reconnu.
- **Simplifier le processus de demande de financement**, afin de prioriser les petites organisations et réseaux de femmes vivant avec le VIH.
- **Intégrer le financement de base dans toutes les subventions, donner soutien aux frais fixes des organisations et répondez au cycle de privation de fonds** : ceci permettra de réduire le « burn-out » et assurera la continuité entre les projets.
- Reconnaissez notre expertise basée sur nos expériences personnelles : traitez-nous comme des partenaires au lieu de sous-traitantes, **donnez-nous votre soutien et aidez-nous à construire nos capacités** en tant que groupes de base communautaire plus petits.

« Et le comble [en référence à l'échelle d'une participation de base communautaire significative], c'est que les femmes elles-mêmes sont en fait capables de s'organiser par elles-mêmes, et ont de grandes possibilités de pouvoir garantir le financement, elles sont autonomes, alors c'est idéal. » (Bakita Kasadha, Royaume-Uni)

Alors que le COVID-19 nous assaille dans le monde entier, il est d'autant plus important que les femmes vivant avec le VIH disposent du financement leur permettant d'être impliquées de façon significative dans les décisions concernant notre santé et nos droits sexuels et reproductifs. On nous informe de façon quotidienne de l'augmentation de cas de violence conjugale vécue par les femmes en situation de confinement, d'un accès limité aux méthodes et aux services de contraception, y compris les préservatifs, d'un accès réduit à l'avortement (qui devra se traduire dans le futur par une augmentation de la morbidité et mortalité maternelles). Il faut s'attendre à ce que la rupture des stocks de traitements antirétroviraux s'ensuive. Nous sommes aussi dans l'attente d'en savoir plus concernant les effets du COVID-19 sur les femmes vivant avec le VIH à tous les âges, y compris durant la grossesse, ainsi que les effets sur le bébé in utero et post-partum. Le soutien entre pairs, par les temps qui courent, est plus important que jamais pour renforcer la résilience collective face aux nombreux et complexes challenges auxquels il faut faire face. Une chose que nous avons appris pendant plus de trois décennies d'activisme de base communautaire mondial pour le VIH, et de lutte pour les droits des femmes, c'est qu'il n'y aura aucune réponse éthique, efficace et soutenable sans l'implication significative de la communauté pour répondre de façon efficace à tout ce que le COVID-19 nous réserve.

Outre le matériel déjà cité, nous proposons les références suivantes, présentées ici par ordre chronologique :

Htun M, Weldon SL. The civic origins of progressive policy change: Combating violence against women in global perspective, 1975–2005. *American Political Science Review*. 2012 Aug;106(3):548- 69.

http://ncdsv.org/images/APSR_CivicOriginsProgressivePolicyChangeCombatingVAWinGlobalPerspective-1975-2005_8-2012.pdf

Welbourn, A. The gender politics of funding women human rights defenders. December 2012. Open Democracy. <https://www.opendemocracy.net/en/5050/gender-politics-of-funding-women-human-rights-defenders/>

Porter, F., Ralph-Bowman, M., & Wallace, T. (Eds.). (2013). *Aid, NGOs and the realities of women's lives: a perfect storm*. Bourton-on-Dunsmore, Rugby: Practical Action Publishing. <https://developmentbookshop.com/aid-ngos-and-the-realities-of-women-s-lives>

ICW East Africa. Are women organisations accessing funding for HIV/AIDS? October 2014. <http://www.icwea.org/report-are-women-organisations-accessing-funding-for-hiv-aids/>

Duran LA. 20 Years of Shamefully Scarce Funding for Feminists and Women's Rights Movements. 2015. <https://www.awid.org/news-and-analysis/20-years-shamefully-scarce-funding-feminists-and-womens-rights-movements>

Stevenson, J. All the Things We Could Do, If We Had a Little Money: The Costs of funding Women's Rights Work. May 2015. Huffington Post. https://www.huffingtonpost.co.uk/jacquistevenson/womens-rights-funding_b_7449852.html

Hickel J. *The divide: a brief guide to global inequality and its solutions*. New York: Random House; 2017. <https://www.jasonhickel.org/the-divide>

Goldmann L, Lundgren R, Welbourn A, Gillespie D, Bajenja E, Muvhango L, Michau L. On the CUSP: the politics and prospects of scaling social norms change programming. *Sexual and Reproductive Health Matters*. 2019 May 31;27(2):51-63. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/26410397.2019.1599654>

Oxfam GB. A leap of faith. Conversations with funders of women's organizations. 2019. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/a-leap-of-faith-conversations-with-funders-of-womens-organizations-620823>

Gender and Development Network. Solution – or part of the problem? Reflections on the role of INGOs in women's rights work. 2019. <https://gadnetwork.org/gadn-resources/solution-or-part-of-the-problem>

UNAIDS. Communities Make the Difference. World AIDS Day 2019.

<https://www.unaids.org/en/resources/documents/2019/world-aids-day-2019-communities-make-the-difference>

Salamander Trust. From Surviving to Thriving: Women's Rights and Resilience. Film. 2020.

<https://vimeo.com/387293394>

African Philanthropy Network et al. 2020. An open letter to International NGOs who are looking to 'localise' their operations.

<https://globalfundcommunityfoundations.org/news/an-open-letter-to-international-ngos-who-are-looking-to-localise-their-operations/>

Financing Women's Organizations & Mobilization for Gender Equality: One of the Keys to Ending AIDS' – Nilo, A. Background Paper for the Expert Group Meeting on Financing for Gender Equality in the HIV Response/UN Women; 2019. (forthcoming)

Remerciements :

Ce résumé a été écrit par Emma Bell, Fiona Hale, Mariana Iacono, Bakita Kasadha, Longret Kwardem, Resty Nalwanga, Francine Nganhale, Rahayu Rahmat, L'Orangelis Thomas, MariJo Vázquez, Martha Tholanah, Lucy Wanjiku Njenga, et Alice Welbourn. Il a été mis en page par Jess Nicholson.

Nous remercions chaleureusement le soutien financier de l'ONUSIDA pour la production de ce résumé et des épisodes de la série sur lequel il est fondé. Toutefois, son contenu et les idées qui y sont exprimées, ne reflètent pas nécessairement les points de vue et les opinions de l'ONUSIDA, qui ne doit pas en assumer la responsabilité.

Vous trouverez de plus amples informations sur La VAGUE, la chaîne des Femmes vivant avec le VIH, des activistes, pleines de connaissances, qui font entendre leur voix à :

[La VAGUE](#) est une série de podcasts créée par et pour les femmes que vivent avec le VIH dans le monde entier, elles parlent de la santé sexuelle et reproductive, et de leurs droits.

- En anglais : The WHAVE <https://salamandertrust.net/project/podcasts/>
- En espagnol : La Ola <https://salamandertrust.net/project/salamander-trust-podcasts-en-espanol/>
- En français : La Vague <https://salamandertrust.net/project/salamander-trust-podcasts-en-francais/>

Salamander Trust (2019-2020)

- #1 (anglais) Lucy Wanjiku Njenga, Kenya. Pourquoi restreindre l'accès à l'antirétroviral dolutégravir pour les femmes en âge reproductif ?
- #2 (français) Francine Nganhale, Cameroun. L'importance du soutien entre pairs pour les femmes vivant avec le VIH dans la République Démocratique du Congo.
- #3 (espagnol) L'Orangelis Thomas, Puerto Rico. Les femmes vivant avec le VIH, la santé sexuelle et le plaisir.
- #4 (espagnol) MariJo Vázquez, Espagne. Apprentissage par les femmes vivant avec le VIH : une formation pour les étudiants en infirmerie.
- #5 (anglais) Resty Nalwanga, Ouganda. Mentorat entre pairs pour les jeunes mères vivant avec le VIH.
- #6 (anglais) Martha Tholanah, Zimbabwe. Pourquoi prendre la peine de me faire dépister si je n'ai pas de ressources pour acheter les traitements dont je risque d'avoir besoin ? Le cancer du col de l'utérus et les femmes vivant avec le VIH.
- #7 (anglais) Bakita Kasadha, Royaume-Uni. La recherche avec nous, par sur nous : implication significative des personnes vivant avec le VIH.
- #8 (anglais) Bakita Kasadha, Royaume-Uni. Indétectable = Non transmissible : transformer comment nous nous sentons envers nous-mêmes en tant que femmes vivant avec le VIH.
- #9 (anglais) Lucy Wanjiku Njenga, Kenya. Un exemple de réussite des campagnes collectives : changer la « restriction » autour du dolutégravir pour les femmes en âge reproductif.
- #10 (anglais) Rahayu Rahmat, Malaisie. Les femmes vivant avec le VIH, les travailleuses sexuelles, et les usagères de drogues : défis autour de la santé et des droits sexuels et reproductifs.
- #11 (espagnol) Mariana Iacono, Argentine. Les femmes vivant avec le VIH en Argentine, nos priorités.
- #12 (anglais) Longret Kwardem, Royaume-Uni. 4M Mentor Mothers : où se trouve le financement ?
- #13 (anglais) Longret Kwardem, Royaume-Uni. Recherche entre pairs et implication significative des femmes vivant avec le VIH, un défi constant.

AUTOUR DE CE RÉSUMÉ

Les podcasts sont de plus en plus populaires. Ils peuvent être reproduits et édités avec peu de moyens techniques, et ils sont accessibles à de nombreuses personnes dans le monde entier par le moyen des smartphones ou des ordinateurs. Dans chaque épisode de la Série 1 de La VAGUE, une contributrice raconte une histoire autour du travail de plaidoyer, d'organisation ou de soutien entre pairs, conduits par et pour les femmes vivant avec le VIH. Ceci permet aux contributrices d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe, de partager leurs perspectives, leur expertise et leur priorités actuelles, dans des épisodes en anglais, en français et en espagnol.

Certains sujets apparaissent dans plusieurs épisodes. Ce sont ces sujets qui sont abordés dans cette série de résumés thématiques, afin de disséminer les messages clé qui ressortent des épisodes de La VAGUE :

- **Résumé #1** : Financement pour les organisations de femmes vivant avec le VIH
- **Résumé #2** : Accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, et aux services du VIH pour les femmes et les jeunes filles vivant avec le VIH
- **Résumé #3** : Égalité entre les partenaires : reconnaître l'expertise des femmes vivant avec le VIH

Nous espérons que ces résumés seront de l'intérêt des différentes équipes travaillant au sein de l'ONUSIDA, l'OMS, et d'autres partenaires techniques, ministres de la santé, ONG, réseaux et associations de personnes vivant avec le VIH, et autres personnes impliquées dans les questions autour du VIH et de la santé et des droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles vivant avec le VIH.

Un quatrième résumé est consacré aux femmes vivant avec le VIH qui souhaiteraient enregistrer un épisode :

- **Résumé #4** : Un guide expliquant aux femmes vivant avec le VIH comment enregistrer un épisode

[Tous les résumés sont disponibles ici.](#)

Suggestion de référencement : Salamander Trust et al (2020) La VAGUE Résumé #1.
Financez ce qui fonctionne : financer des organisations de base communautaire travaillant pour les droits des femmes permet d'obtenir une réponse au VIH efficace, éthique et soutenable